

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 24 février 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse", a donné le 29 février 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 24 februari 2000 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de interoperabiliteit van het trans-Europees hogesnelheidsspoorwegsysteem", heeft op 29 februari 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent. Cette urgence est justifiée comme suit :

"(...), étant donné que la directive susmentionnée devait être transposée au plus tard pour le 8 avril 1999, un avis motivé pour non-communication des mesures nationales d'exécution de la directive a été émis par la Commission européenne en date du 27 janvier 2000. Il importe donc de prendre au plus vite les mesures qui s'imposent afin d'interrompre la procédure d'infraction intentée à l'encontre de la Belgique et d'éviter que la responsabilité de l'Etat ne puisse être mise en cause pour manquement aux obligations lui incombant." (1).

Examen du projet

Préambule

Alinéas 2 et 3

S'il est vrai que dans la pratique antérieure, il était fait référence aux directives transposées par un arrêté dans les visas de son préambule, cette manière de faire n'est plus d'usage. Actuellement lorsqu'il y a lieu

(1) Selon l'article 84, alinéa 1er, 2°, précité, la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis doit être reproduite dans le préambule de l'acte réglementaire. On observera à cet égard, qu'en l'espèce, le préambule est moins précis que la lettre de demande d'avis en ce qu'il ne fait pas mention de l'avis motivé de la Commission européenne du 27 janvier 2000. Il conviendra de reprendre dans le préambule la motivation figurant dans la demande d'avis.

de préciser que le texte en projet transpose telle directive, il convient de le faire sous la forme d'un considérant du préambule, ou mieux, sous la forme d'un article du dispositif (1). L'alinéa 2 sera, dès lors, omis et le texte en projet sera corrigé en fonction de cette observation et selon le choix effectué par les auteurs du texte en projet.

Par ailleurs, lorsqu'une directive européenne est citée, il convient de ne pas faire figurer son numéro entre parenthèses.

Alinéa 4

Il convient d'identifier le fondement juridique du projet avec plus de précision. A la fin de cet alinéa, mieux vaut ajouter les mots :

"(...) notamment l'article 1er, modifié par les lois des 21 juin 1985 et 28 juillet 1987, et l'article 3, § 1er, alinéa 1er;".

Alinéas 5 à 7

Comme ni la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que des laboratoires d'essai, ni l'arrêté royal du 6 septembre 1993 portant création d'un système

(1) Voir à cet égard la circulaire de légistique formelle publiée sur le site du Conseil d'Etat, dont l'adresse est : <http://raadvt-consetat.fgov.be>.

d'accréditation des organismes de certification et fixant les procédures d'accréditation conformément aux critères des normes de la série NBN-EN 45000, ni l'arrêté royal du 5 février 1997 exécutant la directive du Conseil des Communautés européennes 91/440/CEE du 29 juillet 1991 relative au développement de chemins de fer communautaires ne sont modifiés par le projet, et qu'aucun de ces textes ne constitue un fondement juridique à ce dernier, il n'y a pas lieu de les viser dans le préambule.

En conséquence, les alinéas 5 à 7 seront omis.

Alinéa 8

S'il est vrai que dans la pratique antérieure, il était fait référence à l'association des gouvernements régionaux sous la forme d'un considérant, cette manière de faire n'est actuellement plus d'usage. L'association des gouvernements régionaux est actuellement à faire figurer

.../...

sous la forme d'un visa, comme les autres formalités visées (1). Il y a lieu d'écrire, conformément au nouvel usage :

"Vu l'association des Gouvernements de Région à l'élaboration du présent arrêté;" (2).

Alinéa 9

Cet alinéa, qui ne fait pas état de l'accomplissement d'une formalité préalable, est à omettre.

(1) Voir à cet égard la circulaire de légistique formelle publiée sur le site du Conseil d'Etat, dont l'adresse est : <http://raadvt-consetat.fgov.be>.

(2) Il ressort des pièces soumises au Conseil d'Etat que les gouvernements régionaux ont donné leur accord sur le texte en projet, mais en formulant des réserves. Associer un organe à l'élaboration d'un règlement implique non seulement l'action de recevoir et d'examiner d'éventuelles suggestions, mais, en outre, celle de débattre avec lui, c'est-à-dire, au moins, de lui exposer, avant de prendre la décision, les raisons pour lesquelles il n'est pas jugé opportun de les suivre, si tel est le cas, de sorte que cet organe puisse obtenir la garantie que son point de vue ne sera pas écarté sans motif admissible. Il convient, dès lors, d'informer les gouvernements régionaux de la position de l'autorité fédérale quant aux réserves qu'ils ont formulé à l'égard du texte à l'examen.

Alinéa 10

Mieux vaut écrire :

"Vu l'avis de l'inspecteur des finances donné le 30 mars 1999;".

Alinéas 14 à 16

Les considérants reproduits à ces alinéas trouveraient mieux leur place dans le rapport au Roi.

DispositifArticle 1er

Dans la définition, il conviendrait de préciser que les "STI" sont, à ce qu'il semble, arrêtées par la Commission européenne ou le Conseil (1) et publiées au Journal officiel des Communautés européennes.

Article 3

Cette disposition ne concerne nullement le champ d'application de l'arrêté en projet. Elle ne doit donc pas figurer dans le chapitre II "Champ d'application".

(1) Voir articles 6 et 21, paragraphe 2, de la directive du Conseil 96/48/CE du 23 juillet 1996.

Article 4

Les mots "En vue de satisfaire aux exigences essentielles" sont inutiles puisqu'ils font déjà partie de la définition des "STI". Par ailleurs, mieux vaut écrire que chaque sous-système peut faire l'objet d'une "STI". En effet, il résulte de l'article 5, paragraphe 1, de la directive du Conseil 96/48/CE du 23 juillet 1996, relative à l'interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse, que les sous-systèmes concernant l'environnement, l'exploitation ou les usagers ne feront pas nécessairement l'objet d'une "STI".

Article 5

L'article 5 décrit le contenu des "STI" et concerne donc ceux qui sont chargés de leur élaboration. Il n'a, dès lors, aucun caractère réglementaire pour les autorités belges ou les personnes vivant en Belgique puisque les "STI" sont élaborées au niveau européen. Mieux vaut, dès lors, intégrer le contenu de l'article 5 dans le rapport au Roi.

Article 7

A l'alinéa 1er, il n'est pas nécessaire de préciser "visées à l'article 3 du présent arrêté" puisque la notion d'exigences essentielles a déjà été définie à l'article 1er.

.../...

Article 9

Il y a lieu de compléter la phrase par les mots "définie à l'annexe IV.". Par ailleurs, il y a lieu d'écrire : "... comme conformes aux exigences essentielles lorsqu'ils ...".

Article 10

Il y a lieu d'écrire :

"Art. 10. La conformité d'un constituant d'interopérabilité (...).".

Article 13

Il y a lieu de supprimer les mots "aux exigences essentielles" qui ne figurent pas dans le texte de l'article 13, paragraphe 2, de la directive 96/48/CE, précitée. Il n'est, en effet, pas certain que la conformité d'un constituant d'interopérabilité doive s'apprécier uniquement par rapport aux exigences essentielles et non également par rapport aux "STI" qui précisent ces exigences essentielles. La même observation vaut pour les articles 14 et 18, § 1er.

.../...

Article 16

Il serait utile que l'exposé des motifs indique de manière plus précise que les mesures envisagées ne s'appliquent pas, conformément à l'article 7, alinéa 3, du projet, à la mise sur le marché de ces constituants d'interopérabilité pour d'autres applications que celles concernant le système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse ni à leur utilisation pour les lignes ferroviaires conventionnelles.

La même observation vaut pour l'article 18.

Article 17

Le texte en projet doit préciser quelles sont les mesures appropriées que peut prendre le ministre à l'encontre de celui qui a établi la déclaration de "CE" de conformité.

L'article 18, § 2, appelle la même observation.

Article 18

Au paragraphe 1er, il est suggéré d'écrire :

"(...) met le fabricant ou son mandataire en demeure de mettre le constituant d'interopérabilité en conformité.".

.../...

Article 19

Conformément à l'article 14 de la directive 96/48/CE, précitée, il y a lieu de viser les sous-systèmes de nature structurelle et non l'ensemble des sous-systèmes.

Article 20

Conformément à l'article 16, paragraphe 1, de la directive 96/48/CE, précitée, il y a lieu d'écrire :

"(...) sont considérés comme interopérables et conformes (...).".

Article 22

1. Au paragraphe 1er, alinéa 2, il y a lieu d'écrire, conformément à l'article 16, paragraphe 3, de la directive 96/48/CE, précitée :

"Il en informe les autres Etats membres et la Commission européenne.".

2. Le paragraphe 1er, alinéa 3, qui ne transpose aucune disposition de la directive 96/48/CE, précitée, sera omis.

.../...

Article 24

Mieux vaut écrire :

"Art. 24. Le ministre ou son délégué autorise la mise en service (...).".

Article 27

1. Pour être plus précis, mieux vaut reprendre les termes de l'article 20 de la directive 96/48/CE, précitée et écrire :

"Art. 27. Le ministre ou son délégué notifie la liste des organismes satisfaisant aux critères de l'annexe VII, chargés d'effectuer la procédure d'évaluation de la conformité ou de l'aptitude à l'emploi visée à l'article 13 et la procédure de vérification visée à l'article 23, en indiquant pour chacun d'eux le domaine de compétence.".

2. Conformément à l'article 20, paragraphe 1, de la directive 96/48/CE, précitée, il y a lieu de notifier la liste des organismes agréés à la Commission européenne et aux autres Etats membres.

.../...

Article 31

1. A l'alinéa 1er, il convient que le texte en projet indique de manière plus précise quels sont les agents que le ministre peut commissionner pour rechercher les infractions aux prescriptions de l'arrêté.

2. L'alinéa 2 ne fait que reproduire l'article 3, § 1er, alinéa 2, de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable. Il y a, dès lors, lieu de l'omettre.

Article 32

Les mots "motivée et" sont à omettre, car ils font double emploi avec les prescriptions de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Article 33

Il convient de mentionner en termes généraux le ministre auquel la disposition exécutoire donne délégation. Mieux vaut, dès lors, rédiger cet article comme suit :

"Art. 33. Notre Ministre qui a la mobilité et les transports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.".

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan. In het onderhavige geval luidt die motivering aldus :

"(...), étant donné que la directive susmentionnée devait être transposée au plus tard pour le 8 avril 1999, un avis motivé pour non-communication des mesures nationales d'exécution de la directive a été émis par la Commission européenne en date du 27 janvier 2000. Il importe donc de prendre au plus vite les mesures qui s'imposent afin d'interrompre la procédure d'infraction intentée à l'encontre de la Belgique et d'éviter que la responsabilité de l'Etat ne puisse être mise en cause pour manquement aux obligations lui incombant." (1).

-
- (1) Luidens het genoemde artikel 84, eerste lid, 2°, moet de motivering van het spoedeisende karakter die in de adviesaanvraag wordt opgegeven, overgenomen worden in de aanhef van de verordening. Wat dat betreft dient erop gewezen te worden dat de aanhef in het onderhavige geval minder nauwkeurig is dan de brief met de adviesaanvraag, aangezien in de aanhef geen gewag wordt gemaakt van het gemotiveerd advies van de Europese Commissie van 27 januari 2000. De motivering die in de adviesaanvraag is opgegeven, behoort ook in de aanhef te worden opgenomen.

.../...

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Tweede en derde lid

Vroeger werd inderdaad naar richtlijnen die bij een besluit werden omgezet, in de aanhef verwezen met leden die begonnen met "Gelet op"; dat is nu niet meer gebruikelijk. Thans dient in de vorm van een overweging in de aanhef of, beter nog, in de vorm van een artikel in het dispositief, te worden aangegeven dat de ontworpen regeling die bepaalde richtlijn omzet (1). Het tweede lid moet derhalve vervallen en de ontworpen regeling moet in het licht van deze opmerking en naar de keuze van de stellers van de ontworpen regeling verbeterd worden.

Bovendien dient, wanneer een Europese richtlijn wordt vermeld, het nummer ervan niet tussen haakjes te worden opgegeven.

Vierde lid

De rechtsgrond van het ontwerp moet nauwkeuriger worden aangegeven. Het zou beter zijn dit lid aan te vullen met de volgende woorden :

(1) Zie wat dat betreft de circulaire wetgevingstechniek, bekendgemaakt op de website van de Raad van State, op het volgende adres : <http://raadvt-consetat.fgov.be>.

"(...) inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 1985 en 28 juli 1987, en op artikel 3, § 1, eerste lid;".

Vijfde tot zevende lid

Aangezien noch de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria, noch het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot oprichting van een accreditatiesysteem van certificatie-instellingen en tot vaststelling van de accreditatieprocedures overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000, noch het koninklijk besluit van 5 februari 1997 tot uitvoering van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 91/440/EEG van 29 juli 1991 betreffende de ontwikkeling van de spoorwegen in de Gemeenschap bij het ontwerp worden gewijzigd, en geen van die regelingen een rechtsgrond oplevert voor het ontwerp, is er geen reden om daarnaar in de aanhef te verwijzen.

Het vijfde tot het zevende lid moeten derhalve vervallen.

Achtste lid

Van het vroegere gebruik om door middel van een overweging aan te geven dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van de regeling betrokken zijn, is men ondertussen

.../...

afgestapt. Nu behoort de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van de regeling betrokken zijn, net als de omstandigheid dat aan de overige vormvereisten is voldaan, te worden aangegeven door middel van een constructie met "Gelet op ..." (1). Overeenkomstig de nieuwe formule schrijve men :

"Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;" (2).

-
- (1) Zie wat dat betreft de circulaire wetgevingstechniek, bekendgemaakt op de website van de Raad van State, op het volgende adres : <http://raadvtconsetat.fgov.be>.
- (2) Uit de stukken die aan de Raad van State zijn voorgelegd blijkt dat de gewestregeringen ingestemd hebben met de ontworpen tekst, zij het onder enig voorbehoud. Een orgaan betrekken bij de uitwerking van een verordening houdt niet alleen in dat eventuele suggesties worden aanvaard en onderzocht, maar bovendien dat daarover met dat orgaan een debat wordt aangegaan, dat wil zeggen dat aan dat orgaan op zijn minst, voor de beslissing wordt genomen, de redenen worden uiteengezet waarom het niet opportuun geacht wordt op die suggesties in te gaan, als zulks het geval is, zodat dat orgaan de garantie heeft dat zijn standpunt niet zonder aanvaardbaar motief wordt afgewezen. De gewestregeringen dienen derhalve op de hoogte gebracht te worden van het standpunt van de federale regering met betrekking tot het voorbehoud dat ze ten aanzien van de onderhavige regeling hebben gemaakt.

.../...

Negende lid

Aangezien dit lid geen betrekking heeft op de vervulling van een voorafgaande vormvereiste, moet het vervallen.

Tiende lid

Het zou beter zijn te schrijven :

"Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 30 maart 1999;".

Veertiende tot zestiende lid

De overwegingen die in deze leden zijn opgenomen, horen veeleer thuis in het verslag aan de Koning.

DispositiefArtikel 1

In de definitie behoort gepreciseerd te worden dat de TSI's, naar het zich laat aanzien, vastgesteld worden

.../...

door de Europese Commissie of de Raad (1) en bekendgemaakt worden in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Artikel 3

Deze bepaling heeft helemaal geen betrekking op de werkingssfeer van het ontworpen besluit. Ze staat dus niet op haar plaats in hoofdstuk II "Toepassingsgebied".

Artikel 4

De woorden "Teneinde aan de essentiële eisen te voldoen" zijn overbodig, aangezien ze reeds deel uitmaken van de definitie van de TSI's. Het zou overigens beter zijn te schrijven dat voor ieder subsysteem een TSI kan worden vastgesteld. Uit artikel 5, lid 1, van de richtlijn van de Raad 96/48/EG van 23 juli 1996 betreffende de interoperabiliteit van het trans-Europees hogesnelheidsspoorweggensysteem blijkt immers dat voor de subsystemen betreffende het milieu, de exploitatie of de gebruikers niet noodzakelijk een TSI geldt.

(1) Zie de artikelen 6 en 21, lid 2, van de richtlijn van de Raad 96/48/EG van 23 juli 1996.

Artikel 5

Artikel 5 beschrijft de inhoud van de TSI's en is dus van belang voor diegenen die belast zijn met het uitwerken van die TSI's. Het heeft bijgevolg geen enkele verordenende waarde voor de Belgische overheid of voor wie in België woont, aangezien de TSI's op Europees niveau worden uitgewerkt. Het zou dan ook beter zijn de inhoud van artikel 5 op te nemen in het verslag aan de Koning.

Artikel 7

De woorden "in artikel 3 van dit besluit bedoelde" in het eerste lid zijn overbodig aangezien het begrip "essentiële eisen" reeds in artikel 1 gedefinieerd is.

Artikel 9

De zin moet worden aangevuld met de woorden "die in bijlage IV is omschreven". Voorts schrijve men : "... als conform de essentiële eisen, wanneer ...".

Artikel 10

Men schrijve :

"Art. 10. De overeenstemming van een interoperabiliteitsonderdeel (...).".

.../...

Artikel 13

De woorden "met de essentiële eisen", die niet voorkomen in de tekst van artikel 13, lid 2, van de voornoemde richtlijn 96/48/EG, behoren te vervallen. Het is immers niet zeker dat de overeenstemming van een interoperabiliteitsonderdeel alleen hoeft te worden getoetst aan de essentiële eisen; misschien moet ze ook worden getoetst aan de TSI's waarin die essentiële eisen nader worden omschreven. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 14 en 18, § 1.

Artikel 16

Het zou nuttig zijn dat in de memorie van toelichting wordt verduidelijkt dat de geplande maatregelen, overeenkomstig artikel 7, derde lid, van het ontwerp, niet gelden voor het op de markt brengen van interoperabiliteitsonderdelen voor andere toepassingen dan die betreffende het trans-Europees hogesnelheidsspoorwegsysteem, noch voor het gebruik ervan voor conventionele spoorlijnen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 18.

.../...

Artikel 17

In de ontworpen tekst moet worden bepaald welke passende maatregelen de minister kan nemen tegen degene die de EG-verklaring van conformiteit heeft opgesteld.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 18, § 2.

Artikel 18

Voorgesteld wordt in § 1 te schrijven :

"Onverminderd de artikelen 16 en 17 van dit besluit, wanneer de EG-verklaring van conformiteit ten onrechte is opgesteld, maant de minister of diens gemachtigde, (...), de fabrikant of diens gemachtigde aan het interoperabiliteitsonderdeel in overeenstemming te brengen.".

Artikel 19

Overeenkomstig artikel 14 van de voornoemde richtlijn 96/48/EG moet naar de subsystemen van structurele aard en niet naar alle subsystemen worden verwezen.

.../...

Artikel 20

Overeenkomstig artikel 16, lid 1, van de voornoemde richtlijn 96/48/EG, schrijven men :

"(...) worden beschouwd als interoperabel en conform de desbetreffende essentiële eisen (...).".

Artikel 22

1. Overeenkomstig artikel 16, lid 3, van de voornoemde richtlijn 96/48/EG behoort § 1, tweede lid, van het ontwerp als volgt te worden geschreven :

"Hij deelt die mee aan de overige Lid-Staten en aan de Europese Commissie.".

2. § 1, derde lid, waarin geen enkele bepaling van de voornoemde richtlijn 96/48/EG wordt omgezet, behoort te vervallen.

Artikel 24

Het is beter te schrijven :

"Art. 24. De minister of zijn gemachtigde staat de in-gebruikneming van de subsystemen van structurele aard toe die (...).".

.../...

Artikel 27

Duidelijkheidshalve is het beter de bewoordingen van artikel 20 van de voornoemde richtlijn 96/48/EG over te nemen en te schrijven :

"Art. 27. De minister of zijn gemachtigde deelt mee welke instanties die aan de criteria van bijlage VII voldoen, belast zijn met de afwikkeling van de procedure voor de beoordeling van de conformiteit of de geschiktheid voor gebruik bedoeld in artikel 13 en van de keuringsprocedure bedoeld in artikel 23, onder vermelding van hun respectieve bevoegdheden.".

2. Overeenkomstig artikel 20, lid 1, van de voornoemde richtlijn 96/48/EG moet de lijst van de erkende instanties aan de Europese Commissie en aan de overige Lid-Staten worden meegedeeld.

Artikel 31

1. In de ontworpen tekst van het eerste lid moet duidelijker worden vermeld welke agenten de minister kan aanstellen om overtredingen van de voorschriften van dit besluit op te sporen.

.../...

2. Het tweede lid is louter een herhaling van het bepaalde in artikel 3, § 1, tweede lid, van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg. Het behoort dus te vervallen.

Artikel 32

De woorden "met redenen omkleed en" behoren te vervallen, omdat ze een overlapping vormen met de voorschriften van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Artikel 33

De minister die met de uitvoering van het besluit wordt belast, behoort in algemene bewoordingen te worden vermeld. Daarom is het beter dit artikel als volgt te schrijven :

"Art. 33. Onze Minister bevoegd voor mobiliteit en vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. HANSE,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. C. AMELYNCK, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN